



Interview de François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France

« Les critiques allemandes à l'encontre de Mario Draghi me paraissent excessives et dangereuses »

EL PAÍS – 25 mai 2016

François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, met en garde le Royaume-Uni : on ne peut pas vouloir sortir de l'UE et participer au marché financier unique.

Carlos Yárnoz.- La création de l'euro a été considérée comme l'avancée politique la plus importante. Pourquoi n'a-t-elle pas été précédée d'une plus grande union politique ?

François Villeroy de Galhau . Le fonctionnement de l'Union monétaire a été exemplaire mais aujourd'hui il est nécessaire d'aller plus loin en matière d'Union économique de la zone euro. La politique monétaire fonctionne. Personne ne le conteste. Nous y avons ajouté l'Union bancaire. Mais aujourd'hui, une plus grande coordination des politiques économiques est nécessaire en Europe pour renforcer la croissance et l'emploi.

Q. La France a proposé la création d'un gouvernement de la zone euro, d'un Parlement de la monnaie unique, d'un budget propre à la zone ...

R. C'est un débat controversé dans le climat d'euroscpticisme actuel. Mais il faut expliquer concrètement que l'absence de coordination économique nous a coûté plusieurs points de PIB depuis le début de la crise ainsi que des millions d'emplois. Il faut renforcer la confiance entre les pays, y compris entre la France et l'Allemagne, et construire pour cela une institution de coordination forte. C'est le sens de la création d'un ministre des finances de la zone euro que je propose.

Q. Que se passera-t-il si la montée de l'extrême droite se poursuit en Europe ?

R. Son essor tient notamment à la faiblesse de la croissance et au drame du chômage. C'est pour cela qu'une pleine coordination – plus de réformes dans certains pays, plus de relance budgétaire dans

d'autres – est plus que jamais nécessaire. Ce n'est pas un débat institutionnel sur « plus de Bruxelles ».

Q. Comment convaincre l'Allemagne d'investir davantage ?

R. Des voix favorables à l'investissement public se font entendre en Allemagne. La supervision de la stratégie collective devrait à la fois sanctionner les pays contrevenant aux compromis mais également comporter des avantages pour les pays qui les respectent. Je propose pour cela un chemin en trois étapes : la création d'un fonds de convergence volontaire, puis un mécanisme de stabilisation par exemple pour l'assurance chômage, et à terme seulement un budget propre à la zone euro, avec éventuellement des euro-obligations.

Q. On annonce un élan en ce sens à l'issue du référendum britannique.

R. Je souhaite que le Royaume-Uni reste dans l'Union européenne. L'Europe a besoin du Royaume-Uni et inversement.

Q. Quelles seraient les conséquences d'un Brexit ?

R. Des perturbations financières surtout dans le secteur bancaire britannique et ensuite des conséquences sur le marché unique. On ne peut pas vouloir quitter l'Europe et, en même temps, penser pouvoir participer à un marché financier unique dans lequel la City jouerait toujours le même rôle. Se posera aussi la question de la solidité, de la cohésion de la zone euro. Elle devrait surmonter cette situation par un renforcement de son intégration économique.

Q. Paris est-il disposé à occuper la place qui lui revient en Europe, très limitée ces dernières années, avec de nouvelles propositions pour l'UE ?

R. La France est attendue en Europe. Et elle bénéficie aussi de la reprise économique. Mais je souligne qu'il est nécessaire d'approfondir les réformes. La Suède, l'Allemagne et, plus récemment, l'Espagne, l'ont fait et ont montré que c'était difficile mais efficace. Cela renforcera la crédibilité de la France au sein de l'Europe.

Q. Cependant les réformes en Espagne n'ont pas résolu le principal problème, à savoir le chômage.

R. Des emplois sont créés, plus que dans les autres pays européens. Il s'agit de réformes difficiles mais pour faire reculer le pire fléau de nos sociétés qu'est le chômage, ces réformes sont efficaces. A

l'inverse en France, où les réformes ont été moins nombreuses, le chômage ne diminue pas encore. Le projet de réforme du travail en France apporte certains progrès ; le *statu quo* n'est pas une option.

Q. Et ces réformes permettront-elles de préserver le modèle social ?

R. Les pays que j'ai évoqués y sont arrivés. Ces réformes sont compatibles avec notre modèle social européen, moins inégalitaire que le modèle américain.

Q. Quelles sont les réformes les plus nécessaires en France ?

R. Pour moi, ce sont les « quatre E ». Les entreprises : il faut ouvrir leurs marchés à la concurrence ; l'emploi : il faut simplifier le droit du travail ; l'éducation : en France, le chômage des jeunes est trois fois plus élevé qu'en Allemagne et les apprentis trois fois moins nombreux. Et l'État : les dépenses publiques s'élèvent à plus de 56 % du PIB, soit huit points de plus que la moyenne européenne. Mais certaines réformes vont déjà dans la bonne direction, comme le CICE pour la compétitivité.

Q. La BCE mène une politique monétaire non conventionnelle mais elle est constamment critiquée par Berlin.

R. Cette politique non conventionnelle n'est pas une fantaisie latine ; il s'agit du respect absolu de notre mandat et du Traité de l'UE. Notre mission est la stabilité des prix, avec une inflation proche de mais inférieure à 2 %. Cette définition date de 2003, à l'époque où l'Allemand Otmar Issing était économiste en chef de la BCE. Elle est partagée par l'ensemble des grandes banques centrales des pays avancés. Le niveau très bas des taux d'intérêt, les facilités de crédit aux banques ou l'achat d'obligations sont des instruments qui n'existaient pas il y a trois ans. Et ils obtiennent des résultats au regard de l'inflation et de la croissance.

Q. À votre avis, pourquoi ces critiques de la part de l'Allemagne ?

R. Il est normal que la politique monétaire suscite des débats mais les critiques personnelles à l'encontre de Mario Draghi sont excessives et dangereuses. Comme il me semble excessif de parler d'une politisation de la BCE, d'affirmer qu'elle serait sous le contrôle de tel ou tel pays ou qu'elle aurait permis le développement d'un parti politique en particulier en Allemagne. C'est faux.

Q. Jens Weidmann, le président de la Bundesbank, a déclaré que cette politisation existait.

R. Non, il a au contraire défendu l'indépendance de la BCE. Nous devons continuer d'agir tant que l'inflation ne sera pas proche de 2 %. C'est notre devoir.

Q. Et c'est Wolfgang Schäuble qui a déclaré que la BCE contribuait à l'essor de l'extrême droite en Allemagne.

R. La BCE agit pour le bien commun de la zone euro, sans tenir compte de la situation spécifique dans l'un ou l'autre pays.

Q. La BCE est-elle préoccupée par la situation politique en Espagne ?

R. La BCE n'a pas à intervenir dans le débat démocratique. En tant qu'Européen, je souhaite que le processus électoral en Espagne aboutisse à la formation d'un gouvernement durable.

Q. Et que pensez-vous de la possibilité que l'Espagne reçoive une amende pour déficit excessif ?

R. Nous sommes encore loin d'une décision de ce type, qui appartient à la Commission. Elle a à trouver un équilibre entre le positif, les réformes, et un assainissement budgétaire plus lent que prévu.

Q. Quel héritage souhaiteriez-vous laisser à l'issue de votre mandat ?

R. Tenir toute notre place au sein de l'Eurosystème et œuvrer pour plus de croissance et d'emploi. Et en tant que président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, renforcer la stabilité du secteur financier européen et éviter une autre crise qui nous a coûté des millions d'emplois.

Q. Quelle est la situation du secteur bancaire européen ? Elle fait l'objet de nombreux doutes, y compris au sujet de la stabilité des banques allemandes.

R. Le secteur est plus solide qu'avant la crise, bien sûr. Nous avons renforcé la réglementation et l'union bancaire est un grand progrès. Les banques françaises sont parmi les plus fortes. L'Espagne est de son côté l'un des pays qui a le mieux restructuré son système bancaire.

Q. Avec un plan de sauvetage des banques.

R. La situation est meilleure aujourd'hui.